



Secrétariat Permanent (SP-DNP-GCA)

Bulletin spécial pour de l'info en +

Juin - juillet 2018

Sommaire

- ✓ Activités du SP/DNP-GCA
- ✓ Activités de la CC/SAP
- ✓ Activités de la CCA
- ✓ Activités de la CFS



Tel. : (+227 20.72.25.88.)



sp.dnpgca@gmail.com

sp.dnpgca@gmail.com
sap@intnet.ne
cca-pm@intnet.ne



<http://www.initiative3n.ne/>
<http://www.dnpgcca.ne/>
<http://www.stat-niger.org>
<http://www.reca-niger.org>
<http://www.cilss.bf>

1. Principales rencontres présidées par le SP/DNP-GCA

De juin à juillet 2018, plusieurs réunions stratégiques ont été tenues par le SP/DNP-GCA avec divers partenaires, à savoir :

✚ La réunion du Comité Elargi de Concertation (CEC) thématique « assistance alimentaire soudure 2018 » du 13 juin 2018, présidée par Monsieur SALEY Saïdou, Secrétaire Permanent du DNP-GCA (SP/DNP-GCA). L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- La planification de la soudure (assistance alimentaire) 2018, suivi d'un tour de table des acteurs sur les mobilisations effectives et les gaps (PAM, Alliance, autres acteurs) ;
- La note de cadrage CCA sur la DGC 2018 ;
- L'information sur la mise en œuvre de la réserve régionale de sécurité alimentaire ;
- Les divers.



SP/DNP-GCA lors d'une réunion

✚ Le Comité Restreint de Concertation (CRC) « électronique » du 15 juin 2018 pour le démarrage de l'opération de Distribution Gratuite Ciblée (DGC) planifiée dans le cadre de la réponse à la soudure 2018.

✚ La réunion du Comité de pilotage sur la Gestion de l'information du DNP-GCA tenue le 19 juin 2018 dans la salle de réunion de la



Cellule Crises Alimentaires (CCA) sous la présidence du SP/DNP-GCA. Il s'est agi au cours de cette rencontre de présenter le plan



d'action provisoire pour l'amélioration de l'information du DNP-GCA. A l'issue des échanges, il a été recommandé de :

- renforcer les bases de données sur l'alerte et l'analyse de la vulnérabilité ;
- élargir, renforcer et appuyer les cadres d'analyse de l'insécurité alimentaire conjoncturelle et chronique ;
- renforcer les actions de suivi-évaluation ;
- renforcer les actions de communication ;
- adapter les objectifs aux besoins de renforcement des capacités pour fournir des indicateurs déclencheurs pour les filets sociaux ;
- harmoniser les points de la présentation.



✚ La réunion de présentation du Programme Annuel de Performance (PAP) 2019 du DNP-GCA, tenue le 11 juillet 2018 dans la salle de réunion de la CCA. Elaboré par le DNP-GCA avec l'assistance technique du Haut-Commissariat à l'I3N, le PAP est un document de plaidoyer et d'information qui a pour finalité d'exposer la pertinence des crédits associés à chaque programme. Annexé au projet de loi de finances il a également pour finalité d'exposer le projet de performance associé à chaque programme.

En effet, les services du Premier Ministre ont opté à partir de 2018 pour un Budget-Programme comme outil de programmation budgétaire, conformément à la Loi organique n°2012-09, portant Loi des Finances. Ce choix s'inscrit dans la logique de poursuite des réformes engagées par le Niger en vue de l'assainissement des finances publiques et pour une meilleure efficacité des dépenses budgétaires.

C'est ainsi que les services du Premier Ministre ont retenu trois (03) programmes à travers lesquels les actions de développement et de coordination de l'action gouvernementale vont être planifiées. Il s'agit de :

- Programme 1 : Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre ;
- Programme 2 : Appui à la mise en œuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale ;
- Programme 3 : Appui à la mise en œuvre des programmes sectoriels.

Le DNP-GCA est une structure de mise en œuvre du Programme 3 comportant seize (16) actions. Le DNP-GCA est chargé de la mise en œuvre de l'action 8 intitulée « Appui à la prévention et à la gestion des crises alimentaires, pastorales et autres catastrophes ». Son objection est de contribuer à la prévention, l'atténuation, la gestion et le relèvement précoce des incidences des crises alimentaires affectant les populations au Niger.



2. Principales actions de communication et de visibilité des réponses à la soudure 2018

Pour communiquer davantage sur les réponses à la soudure 2018, le DNP-GCA a de juin à juillet 2018, réalisé plusieurs actions de communication et de visibilité. Il s'agit principalement de :

- ✚ L'organisation d'un point de presse le 16 juillet 2018, traduit en langues nationales sur les activités du plan de soutien 2018 et les dispositions prévues en cette période de soudure ;
- ✚ La couverture médiatique de toute activité de lancement de Distributions Gratuites Ciblées (DGC), Ventes à Prix Modérés (VPM), Semences Pluviales d'Urgence (SPU), Aliments de Bétail (AB) ;
- ✚ Instruction par écrit du SP/DNP-GCA aux Présidents des CR/PGCA pour communiquer davantage sur les activités menées en région notamment les DGC, VPM, SPU, AB, , le Cash For Work et tous autres appuis immatériels ;
- ✚ Amélioration de la gestion du site Web du DNP-GCA (www.dnpgca.ne).



Table de séance lors du point de presse

3. Atelier de renforcement des capacités de la coordination des activités du DNP-GCA sur le terrain

Depuis 2009, la GIZ apporte un appui dans le domaine de renforcement de capacités aux différentes structures du DNP-GCA à travers son Projet « Appui au DNP-GCCA ».



Les structures décentralisées du DNP-GCA, notamment les Secrétariats Permanents Régionaux (SPR), jouent un rôle important dans la coordination opérationnelle et la mise en œuvre des activités de Prévention et la Gestion des crises alimentaires, nutritionnelle et pastorales.



C'est dans ce cadre que le DNP-GCA a initié et organisé, avec l'appui de la GIZ, un atelier de renforcement des capacités de coordination des activités sur le terrain. Ayant eu lieu à Tahoua du 25 au 29 juin 2018, cet atelier a regroupé le SP/DNP-GCA, les Coordonnateurs de la CCA et de la CC/SAP pi, les directeurs d'appui, les chefs de départements suivi de la CCA et de la CC/SAP, les SPR et les chargés du suivi-évaluation des SPR.

Globalement, l'atelier a permis de renforcer les capacités de coordination des activités du DNP-GCA sur le terrain.

Spécifiquement, il a permis de partager le manuel des procédures administratives, comptables et financières du DNP-GCA ; partager la stratégie de communication du DNP-GCA ; partager l'arrêté portant réorganisation du DNP-GCA du 17 octobre 2017 (pour une meilleure appropriation des mandats des structures du DNP-GCA) ; présenter et amender des projets d'arrêté portant réactualisation du mandat des SPR ; partager la situation matérielle des SPR ; de présenter et amender les plans d'actions opérationnel 2018 des SPR ; de présenter et amender le canevas de rapportage revue après actions du DNP-GCA ; de présenter le niveau de mise en œuvre des recommandations issues de la rencontre des SPR tenue à Dosso en août 2017.

A l'issue des cinq (5) jours de travaux, les principales recommandations suivantes ont été formulées :

A l'endroit du DNP-GCA :

- Internaliser le mandat du DNP-GCA ;
- Organiser des missions de haut niveau pour sensibiliser les autorités régionales et autres acteurs pour une meilleure appropriation des mandats des structures décentralisées ;
- Renforcer les réseaux des journalistes et des parlementaires sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et pastorale ;
- Assurer le renforcement de capacité pour sensibiliser les nouveaux acteurs (autorités et cadres techniques) par rapport à leurs rôles régionaux ;
- Partager et faire approprier le manuel de procédure par toutes les structures du DNP-GCA ;
- Partager le document de procédures financières de la GIZ avec l'ensemble des structures du DNP-GCA pour une meilleure appropriation ;
- Améliorer la qualité des pièces justificatives des ressources utilisées dans la mise en œuvre des activités.

A l'endroit des SPR :

- S'impliquer davantage dans le fonctionnement des groupes de travail sectoriels particulièrement celui de la sécurité alimentaire ;
- Organiser des réunions de restitution au niveau régional après la participation des SPR à ces activités (RAA, réunions annuelles, Analyse Cadre harmonisé etc...) ;
- Intensifier la communication à travers les médias sur certaines activités phares du DNP-GCA pour une meilleure visibilité de réalisation sur le terrain ;
- Mettre à profit les réunions de Coordination pour capitaliser les planifications des partenaires ;
- Elaborer un plan de communication régional ;



- Internaliser le mandat du DNP-GCA.

A l'endroit de la GIZ :

- Poursuivre l'appui au DNP-GCA pour une meilleure mise en œuvre de ses activités.

4. Adoption du Manuel des Procédures, Administratives, Comptables et Financières du DNP-GCA



Par décision N° 0100/CAB/PM du 29 juin 2018, le Manuel des Procédures, Administratives, Comptables et Financières du DNP-GCA a été adopté. Cette décision, qui abroge toute décision antérieure de même portée, a été prise en application des résolutions de la réunion du CRC du 13 avril 2018.

5. Appui de 6528 tonnes de céréales de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) de la CEDEAO au Gouvernement du Niger

Le DNP-GCA a adressé le 20 juin 2018, une requête pour solliciter au nom du Gouvernement de la République du Niger, l'accès à 6528 tonnes de céréales sèches de la RRSA de la CEDEAO en vue de répondre aux besoins alimentaires d'urgence de 140 000 personnes (soit 20 000 ménages) pendant les périodes de juillet et août 2018 et des personnes victimes d'inondations pendant la période d'hivernage 2018. Suite à son examen, le 03 juillet 2018 par le Comité ad-hoc de Gestion de la RRSA, présidé par le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche du Togo, cette requête a été approuvée par la CEDEAO à travers une notification en date du 04 juillet 2018. Entreposés dans les magasins de l'OPVN, ces stocks sont composés de 2000 tonnes de mil à Dosso, 1000 tonnes de maïs et 500 tonnes de sorgho à Zinder, 1028 tonnes de maïs à Birni Konni ainsi que 1000 tonnes de maïs et 1000 tonnes de mil à Maradi. Toutefois, dans le but d'assurer la pérennité de la réserve céréalière régionale, un remboursement grain pour grain sera effectué par le Gouvernement du Niger dans ces magasins pour le compte de la CEDEAO à partir de janvier 2019 selon des spécifications techniques des produits qui avaient été transmises à l'OPVN par l'Unité Technique de Gestion de la Réserve. Pour opérationnaliser cette mise à disposition, une mission urgente de la CEDEAO conduite par son Commissaire en charge de l'Agriculture, Environnement et Ressources en Eau sejournera au Niger très bientôt.



6. Atelier de formation sur l'administration du site web du DNP-GCA



Organisé par le DNP-GCA du 04 au 05 juillet 2018 à Niamey avec l'appui de la GIZ, l'atelier de formation sur l'administration du site web du DNP-GCA, visait globalement de contribuer à l'amélioration de la visibilité des actions du DNP-GCA.



De façon spécifique, il s'agissait de permettre à certains cadres du DNP-GCA de prendre en charge la mise à jour du site web du DNP-GCA et de valider la plate-forme de l'intranet du DNP-GCA.

A l'issue de la formation, une restitution (particulièrement de la partie « intranet ») a été faite aux responsables des structures du DNP-GCA, en présence du Conseiller Technique Principal du projet



GIZ/DNP-GCA, le 6 juillet 2018. Le DNP-GCA s'est montré très intéressé par la mise en place de l'intranet.

En définitif, les échanges se poursuivront avec la GIZ pour un accompagnement dans le processus de la redynamisation du site Web du DNP-GCA, de la mise en place de l'intranet du DNP-GCA et de façon globale de l'amélioration de la communication du DNP-GCA.



Participants lors de la formation

7. Atelier de formation des élus locaux sur l'ajustement des Programmes de Développement Communaux (PDC) sur la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SNSAN)

Du 11 au 12 juillet 2018, la Fondation Konrad Adenauer (FKA), à travers son Projet « Un Seul Monde Sans Faim », Coordination Nationale du Niger, a organisé, en collaboration avec le DNP-GCA, un atelier de formation des élus locaux sur l'ajustement des PDC sur SNSAN. L'ouverture officielle de l'atelier était placée sous la présidence du SP/DNP-GCA en présence de la Coordinatrice Régionale du Projet, des coordonnateurs de la CCA et du SAP, des représentants du Haut Commissariat de l'I3N, du SP/DNP-GCA, du SAP et du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du développement Communautaire. L'atelier avait comme cible, les conseillers élus et de droit des communes de Djagourou, Gothèye, Dargol, Téra, Mehanna (région de Tilabéri). Son Objectif global était de contribuer à la sécurité alimentaire des populations par la prise en compte de la SNSAN par les élus locaux dans l'élaboration des PDC.

Après deux (2) jours d'échanges, les élus locaux étaient sortis avec une meilleure compréhension de la SNSA, des techniques de planification et gestion communale ainsi que des capacités pour opérer des ajustements de leurs PDC sur la SNSA. L'atelier a aussi été un cadre de partage d'expériences relatives au fonctionnement des OSV et SCAP-RU.

Par ailleurs les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit :

✚ du projet « un monde sans faim » :

- Poursuivre et intensifier son appui à l'endroit des communes pour l'opérationnalisation de l'intégration de la SAN dans les PDC ;
- Appuyer le renforcement des capacités techniques des structures communales et communautaires de base ;
- Elargir cette formation aux autres acteurs communaux dans le respect des principes et exigences d'élaboration du PDC.

✚ Des mairies

- Prendre en charge dans leur budget, le fonctionnement des OSV et SCAP-RU.



8. Atelier de capitalisation des expériences pilotes du Projet "Appui au Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et des Crises Alimentaires/GiZ (DNP-GCA/GiZ)"



Afin de parachever le processus de capitalisation des expériences acquises dans le cadre de la mise en place et l'accompagnement des Observatoires de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et des Structures Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences (SCAP/RU), le Projet "Appui au DNP-GCA/GiZ" a organisé un



atelier de capitalisation sur le modèle participatif de décentralisation du DNP-GCA. Cet atelier tenu du 17 au 18 juillet 2018 à Niamey a été placé sous le haut patronage du Secrétaire Permanent du DNP-GCA et a regroupé une trentaine de participants dont des cadres du DNP-GCA tant du niveau national que régional –particulièrement les Secréaires Permanents Régionaux - mais aussi des organisations et/ou Projets membres du Comité Technique National sur les OSVs et les SCAP/RU.

Il s'est agit au cours de cet atelier de partager et d'enrichir les acquis du Projet portant sur les activités relatives au test conduit dans les communes pilotes : Bibiyergou, Sinder et Gotheye ; en passant en revue, en analysant et en documentant la démarche globale de mise en œuvre du processus de décentralisation des structures du DNP-GCA en lien avec ses missions actuelles et le processus de décentralisation administrative en cours au Niger.



Table de séance à l'ouverture l'atelier

L'atelier a entre autre permis de répertorier et documenter les expériences du Projet notamment en matière de renforcement des capacités des OSV et SCAP/RU et surtout d'élaborer des conditions pour une mise à échelle des expériences faites. Ce résultat capital servira de base non seulement à la consolidation et l'expansion du Projet actuel de la GiZ à travers le Projet successeur de la GiZ dont la mission de planification vient d'être conduite mais aussi l'ensemble des partenaires qui accompagnent les Structures Communautaires d'Alerte Précoce et de Réponses aux Urgences.

9. Modifications et compléments de l'arrêté N°183/PM du 17 octobre 2017 portant réorganisation du DNP-GCA



Par arrêté N° 0113/PM du 27 juillet 2018, les articles 4 alinéa1, 8 alinéa 3, 19, 21, 23 et 25 de l'arrêté N°183/PM du 17 octobre 2017 portant réorganisation du DNP-GCA, ont été modifiés et complétés. En effet, les modifications et compléments se résument à la mention que les directions d'appui du DNP-GCA sont désormais organisées en « **divisions** » en lieu et place des « **services** ».

Cellule de coordination du Système d'Alerte Précoce (CC-SAP)

Bulletin spécial pour de l'info en +

Juin - Juillet 2018

10. Renforcement du dispositif local d'alerte précoce



Dans le cadre de sa mission d'amélioration de la couverture en OSV et SCAP-RU ainsi que de leur fonctionnalité, la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/SAP) a de juin à juillet 2018 :

- ✚ Avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) :
 - Mis en place 4 OSV et 8 SCAP-RU dans le Département de Gaya ;
 - Formé certains membres de trois (3) Comités sous régionaux de Gaya, Dosso et Loga, sept (7) OSV et quatorze (14) SCAP-RU de ces localités sur le fonctionnement de ces structures.
- ✚ Avec l'appui du Projet de Gestion des Risques des Catastrophes et du Développement Urbain (PGRC-DU) :
 - Mis en place 15 OSV et 75 SCAP- RU dans les départements de Say, Kollo et Dosso ;
 - Formé des membres de 15 OSV et 75 SCAP-RU sur le fonctionnement de ces structures ;
 - Formé des rapporteurs des 15 OSV et 75 SCAP-RU sur le rapportage.
- ✚ Avec l'appui du Projet de Développement de l'Information et de la Prospective Climatiques (PDIPC) :
 - Mis en place de 15 OSV et 30 SCAP- RU dans les départements de Kollo et gaya, Djoundjou, Dakoro et Magaria ;
 - Formé des membres de ces 15 OSV et 30 SCAP-RU sur le fonctionnement de ces structures ;
 - Formé des rapporteurs de ces 35 OSV et 30 SCAP-RU sur le rapportage ;
 - Equipé ces OSV et SCAP-RU en smartphones ;
 - Assuré la connexion internet des 67 smartphones ;
 - Financé la diffusion des informations météorologiques à travers les radios communautaires.
- ✚ Avec l'appui du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) :
 - Mis en place et renforcement des capacités de 4 OSV et 12 SCAP RU à Gadabedji, Méhanna, Ingall et Afala.





11. Evaluation de la situation alimentaire dans la Commune Rurale de Makalondi (Torodi)



Suite aux informations issues de la mission ministérielle de suivi de l'installation de la campagne agropastorale et hydraulique 2018, au titre de la région de Tillabéri, faisant état d'une situation alimentaire critique dans la Commune rurale de Makalondi (Torodi), où la consommation d'aliments caractéristiques de pénurie (Cassia tora) aurait causé dans le village de Kodjéri, des perturbations sanitaires allant jusqu'à un décès, le DNP-GCA, a

dépêché du 27 au 29 juillet 2018 une mission d'évaluation rapide de la situation alimentaire dans cette Commune.

La mission a rencontré le Maire de Makalondi, l'adjoint au chef Centre de Santé Intégré (CSI) de Kiki, les populations de Bangata et Mossi Paga, les vendeurs de céréales du marché de Kiki, les éleveurs, les consommateurs, la population de Kodjéri.

Il ressort des entretiens que les cas de malades enregistrés ne sont pas dus à une intoxication alimentaire mais plutôt à des cas de typhoïde car des cas de cette maladie ont été enregistrés dans le village de Kodjéri depuis les mois de mars et avril 2018, selon le personnel soignant et certaines populations interrogés.

La mission a cependant relevé une situation alimentaire critique caractérisée par une consommation des feuilles des plantes sauvages comme le cassia tora. La zone de Kodjéri est particulièrement affectée à cause de l'épidémie de typhoïde qui a durement éprouvé les ménages.

Aussi, le retard accusé dans l'installation de la campagne agropastorale a prolongé la soudure et constitue actuellement un autre facteur d'inquiétude dans cette zone qui pratique la culture du mil tardif.

Les marchés sont approvisionnés en céréales provenant de Maradi pour le mil, le Bénin pour le sorgho et le maïs.

Les termes de l'échange sont en défaveur des éleveurs et agropasteurs (Il faut 2 boucs pour acheter un sac de mil de 100kg).

En terme de réponses en cours, la Commune a bénéficié de :

- Trois (3) phases de vente des céréales à prix modérés, soit 160 tonnes. Cependant le stock est épuisé le 13 juillet 2018 ;
- Deux (2) phases de DGC sur les 3 prévues pour 180 tonnes (80 tonnes pour la première phase et 100 tonnes pour la 2^{ème} phase composée de 80 tonnes de céréales et 20 tonnes de légumineuses) ;
- Un appui en semences de la part de l'Etat et World Vision (47 500 kg de mil, 700 kg de sorgho et 9400 kg de niébé).

Pour atténuer cette crise, il est recommandé de :

- Mener une distribution gratuite spéciale et généralisée dans les villages de Kodjéri, Kiki et Bomanga affectés par la maladie ;
- Elargir la DGC à 10 nouveaux villages qui ne sont pas actuellement concernés par la programmation en cours. Il s'agit des villages de : Guessedoundou I et II, Banteri, Teppé, Guinguindjori, Fonbangou, Lati, Lambouti, Lilingou, Konberi Dego Hamado ;
- Poursuivre la vente des céréales à prix modérés ;
- Réparer le forage du village de Kodjéri pour prévenir d'éventuelles maladies liées à la consommation d'eau ;
- Sensibiliser les populations sur l'hygiène.

Cellule Crises Alimentaires (CCA)

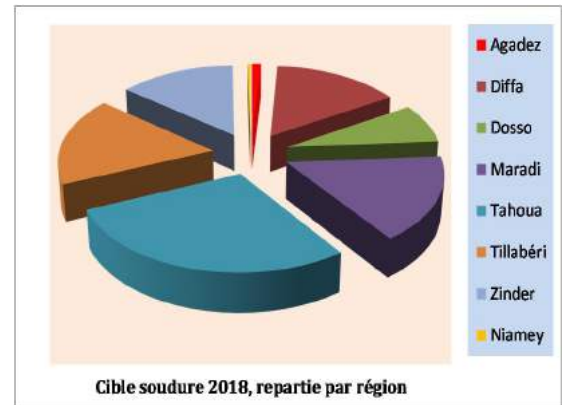
Bulletin spécial pour de l'info en +

Juin – Juillet 2018

12. Actions de réponse à la soudure 2018

Pour répondre à la soudure 2018, la CCA a inscrit plusieurs actions de réponse dans le plan de soutien 2018. Ces actions sont en cours de mises en œuvre, coordonnées et suivi par le DNP-GCA en collaboration avec ses partenaires institutionnels et techniques conformément aux orientations nationales.

Ainsi, sur la base des résultats de l'enquête de vulnérabilité diligentée par la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/SAP) et de ceux du Cadre Harmonisé (CH) d'analyse de la vulnérabilité des populations, les opérations de réponse à la soudure sont destinées à une cible estimée à 1 624 000 personnes pendant la période de juin, juillet, août, voire septembre 2018.



L'état d'avancement de ces actions se présente comme suit :

✚ La Distribution Gratuite Ciblée (DGC) a été renforcée à environ 52 600 tonnes de céréales dont 32 600 tonnes mobilisées par la CCA et 20 000 Tonnes par les partenaires. Cette opération de la CCA est en cours d'exécution avec la mise en place de 10 866 tonnes par mois.

Dans le cadre de l'amélioration du panier alimentaire des ménages vulnérables, 2 500 tonnes de niébé sont en cours de distribution concomitamment avec la distribution gratuite de céréales. A ces quantités de céréales et légumineuses distribuées s'ajoutent des farines fortifiées de 100 tonnes, utilisées dans le cadre de la prévention de la malnutrition des enfants de 06 à 23 mois.

Aussi, dans les zones soumises aux chocs conjoncturels et/ou sécuritaires, des mécanismes rapides d'intervention ont été diligentés depuis janvier 2018 et des réponses appropriées ont été apportées. Ce programme est complété par le mécanisme de réponse rapide d'ECHO (RRM), avec une contingence mise en œuvre par le PAM et ses partenaires pouvant soutenir en urgence 45000 personnes. Toutes ces populations seront à nouveau prises en charge dans le cadre de la réponse à la soudure 2018 de façon coordonnée avec l'ensemble des acteurs.

✚ L'opération de Vente de Céréales à Prix Modéré(VPM) en cours depuis février 2018 se poursuivra jusqu'en septembre sur l'ensemble du territoire national. Sur les 80 000 tonnes de céréales planifiées pour cette opération, à la fin du mois de juin, 50 700 tonnes ont déjà été mis à la disposition des populations et vendues à prix modéré. Il est ressorti que cette opération a permis de stabiliser les prix des céréales sur les marchés des localités d'intervention dans une période où la hausse des prix aurait pu être d'avantage

accentuée sans l'intervention de l'Etat et ses partenaires.

✚ Dans le cadre de la prévention de la crise pastorale, 23 373 tonnes d'aliments bétail sont mobilisées par l'Etat et ses partenaires, au profit de 80 000 ménages d'éleveurs vulnérables.

✚ Pour l'Opération des semences pluviales, 1000 tonnes (mil, sorgho) de semences de qualité de variétés Améliorées ont été distribuées par la CCA auprès des populations rurales des villages déficitaires. Cette distribution a renforcé l'appui du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui a porté sur 7 205 tonnes de semences distribuées.

✚ Dans le domaine de la prise en charge et de la prévention de la malnutrition aiguë, des ressources ont été mobilisés pour venir en appui aux enfants malnutries et aux mères accompagnantes.

✚ La mobilisation se poursuit auprès des partenaires afin d'augmenter le taux de couverture des besoins des populations vulnérables non seulement dans les zones soumises aux chocs mais aussi dans l'attente de la cible réévaluée. A cet effet, dans le cadre de la coopération régionale, le Niger a bénéficié d'un appui de 6 528 Tonnes de céréales de la CEDEAO pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence des populations et des personnes soumises aux autres catastrophes naturelles.

A la date du 30 Juin 2018, ce sont 1.324.000 personnes vulnérables qui bénéficient des interventions d'aide alimentaire inconditionnelle, soit 82% de la cible planifiée. Des dispositions ont été prises pour l'atteinte de toute la cible planifiée avant la fin de l'année.

13. Principales missions de suivi réalisées conjointement par la CCA et le Groupe de Travail Interdisciplinaire (GTI)

les techniciens du DNP-GCA et du GTI/CCA ont conjointement réalisés :

✚ En juin 2018, une mission de lancement de l'opération de Distribution Gratuite Ciblée (DGC) 2018 sur toute l'étendue du territoire national. L'objectif global de la mission était de clarifier la note de cadrage de cette opération au niveau régional et sous régional avec tous les acteurs impliqués.



Opération de DGC

Au terme de cette mission les principales recommandations formulées sont les suivantes :

Aux CSR et aux Mairies :

- Respecter les normes établies dans le manuel de procédure en vue de produire les pièces justificatives;
- Respecter les différents points décrits dans la note de cadrage pour une bonne mise en œuvre;

Au DNP-GCA :

- Accélérer la procédure du décaissement pour permettre un démarrage rapide des activités;
- Tenir compte des spécificités (éloignement, nature des voies) de certaines localités dans les planifications futures de l'opération.

Les rapports par axes de cette mission sont disponibles auprès de la CCA.

✚ Du 09 au 17 juillet 2018, une mission de suivi de la mise en œuvre du Programme Cash For Work (CFW) 2018, sur toute l'étendue du territoire national selon six (6) axes. A terme, ce programme devrait permettre de rémunérer environ 30 000 ménages en insécurité alimentaire sévère en raison de 1300 FCFA/Jour/personne pour une durée de soixante (60) jours. L'objectif de la mission était d'apprécier l'état d'avancement des activités de CFW programmées et leur conformité avec les prévisions.

Les rapports par axes de cette mission sont disponibles auprès de la CCA.



Un site de travaux CFW

Cellule Filets Sociaux (CFS)

Bulletin spécial pour de l'info en +

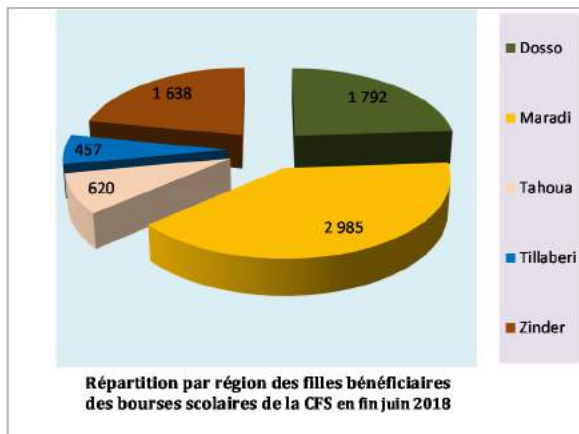
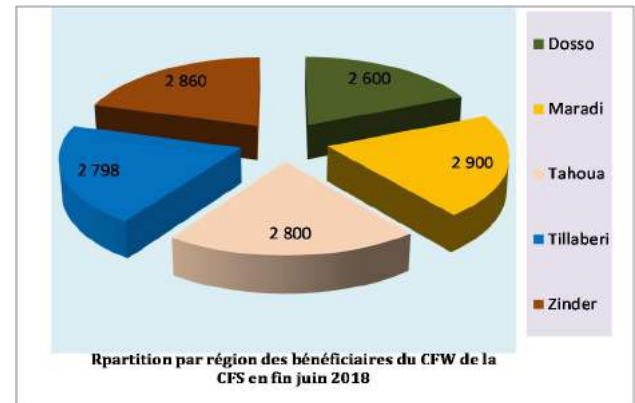
Juin – Juillet 2018

14. Activités des réponses à la vulnérabilité chronique

La Cellule Filets sociaux (CFS) à travers le Projet Filets Sociaux (PFS) est chargée de développer, mettre en place et gérer des systèmes de filets sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des ménages pauvres, de les protéger de l'impact des chocs et de réduire leur niveau de vulnérabilité.

✚ Dans le cadre de du cash transfert, la CFS continue ses activités pendant la soudure. Environ 53 000 ménages (soit 371 000 personnes) devraient continuer de recevoir un montant de 10 000 FCFA par mois, distribué tout au long de l'année pendant 24 mois.

✚ Dans le cadre du Cash For Work (CFW), 13 958 travailleurs ont été au total mobilisés en fin juin 2018 sur une prévision de 12 500. Cet écart s'explique par le glissement des bénéficiaires de la 2e phase 2017. Les bénéficiaires de cette opération par région sont énumérés dans la figure à droite.



Dans le domaine de la scolarisation des filles, 7 492 filles ont bénéficiées de bourses scolaires en fin juin 2018 sur une prévision de 7 400. La figure à gauche donne la répartition des filles bénéficiaires des bourses scolaires par région.

15. Préparation de la deuxième phase du Projet Filets Sociaux

Le Projet Filets Sociaux est entré en vigueur le 11 octobre 2011 pour une durée de 6 ans (2011-2017). Le montant du financement initial (IDA) est de 70 millions de dollars US sous forme de crédit. En 2016, un financement additionnel (IDA et DFID) a été accordé sous forme de don pour un montant de 30,9 millions de dollars US ce qui porte le budget global à un montant de 100,9 millions de dollars US et la durée du projet a été prolongée jusqu'en juin 2019.

En septembre 2017, suite à une mission de supervision de la Banque Mondiale, et vu des résultats significatifs obtenus sur le terrain notamment l'atteinte de toutes les cibles, et compte tenu du faible taux de couverture à l'échelle du pays, il a été convenu d'introduire une requête pour le financement d'une



deuxième phase du projet pour la période allant du 1er juillet 2019 au 30 juin 2023.

C'est dans ce cadre qu'en octobre 2017, le Gouvernement du Niger a envoyé une requête relative au financement de la deuxième phase du Projet Filets Sociaux.

Des négociations ont eu lieu sur cette requête à Washington ayant abouti à une suite favorable et la Banque Mondiale a demandé au Gouvernement du Niger de mettre en place une équipe chargée de conduire la préparation de la deuxième phase.

C'est ainsi qu'il a été mis en place au près du Cabinet du Premier Ministre, une équipe constituée de quelques membres du Comité National de Pilotage du Projet ainsi que des personnes ressources dont la mission est de:

- réaliser conjointement avec l'équipe de la Banque mondiale, toutes les activités entrant dans le cadre de la préparation de la deuxième phase du Projet ;
- capitaliser les résultats issus de la mise en œuvre de la 1^{ère} phase du Projet Filets Sociaux ;
- capitaliser les résultats issus des différentes études menées dans le cadre de la mise en œuvre de la 1^{ère} phase du Projet Filets Sociaux ;
- veiller à la prise en compte des orientations contenues dans les différents documents stratégiques nationaux.

Du 02 au 06 juillet 2018, l'équipe a organisé plusieurs réunions internes entre ses membres et avec la mission de préparation de la Banque Mondiale.

Les principales recommandations ci-après ont été formulées à l'équipe de la Cellule Filets Sociaux en vue d'améliorer la mise en œuvre des activités dans le cadre de la seconde phase :

- Faire la situation des informations disponibles sur la première phase du projet et les mettre à la disposition des membres de l'équipe de préparation ;
 - Se conformer aux normes techniques nationales en matière de conception des activités techniques et aux documents de stratégies nationales particulièrement leurs contributions à l'atteinte des objectifs du PDES ;
 - Impliquer davantage les partenaires de mise en œuvre et particulièrement les services techniques de l'Etat et les municipalités à travers des conventions formelles de partenariat aussi bien au niveau national, régional que local ;
 - Tenir compte de la spécificité des populations des zones pastorales dans les procédures de paiement des bénéficiaires ;
 - Faire de moins en moins recours aux services des ONG au profit des services techniques de l'Etat et des compétences locales ;
 - Supprimer le critère d'exclusion lié à l'insécurité dans le choix des zones d'intervention ;
 - Etudier la possibilité de choisir les thématiques des mesures d'accompagnement à développer en fonction des réalités des régions ;
 - Mener régulièrement des évaluations internes pour apprécier le processus de mise en œuvre des activités ;
1. Veiller à la sécurité des travailleurs du cash for work à travers un contrôle assuré par les services en charge du travail ;
 2. Veiller à une couverture nationale du cash for Work à l'image du cash transfert ;
 3. Alléger les procédures de paiement des travailleurs du Cash for Work en vue d'éviter des retards de paiement.



16. Mission parlementaire de suivi des réalisations du Projet Filets Sociaux (PFS)

Dans le cadre du suivi de l'action gouvernementale par l'Assemblée Nationale, la Commission des Affaires Générales et Institutionnelles (CAGI) de cette institution a effectué une mission de suivi des réalisations du PFS. Débuté le 27 juillet 2018, la mission a sillonné les régions de Tillabéri et Dosso pendant six (6) jours. Cette mission était accompagnée des techniciens de ladite commission, du représentant du SP/DNPGCA, du Coordonnateur de la CFS ainsi que des responsables CFW et Cash Transfert de la CFS. Au cours de cette mission : certaines réalisations du PFS ont été visitées, des réunions de briefing et de débriefing ont été tenues avec les autorités régionales, départementales et communales des localités visitées ainsi qu'avec les partenaires de mise en œuvre dudit projet sur le terrain. Des entretiens ont également été tenus avec les bénéficiaires du PFS. A la fin de chaque étape, une synthèse régionale a été organisée pour partager les constats et recommandations de la mission. Au terme du périple, la CAGI a relevé que les réalisations du PFS contribuent entre autres à l'amélioration des conditions de vie (alimentation, nutrition, éducation, santé, hygiène) des bénéficiaires et à la lutte contre la pauvreté (Cash, AGR, etc.). Les membres de la mission ont globalement salué les réalisations du PFS. Des recommandations formulées, on peut retenir entre autres, i) la capitalisation des acquis du projet, ii) l'appropriation et la vulgarisation de l'initiative du projet dans le domaine de l'éducation sur toute l'étendue du territoire national, iii) l'amélioration du ciblage, iv) l'amélioration de la communication pour une meilleure visibilité des réalisations du projet.



Les membres de la mission en entretien avec la population de Mokko

17. Mise en place du comité de pilotage du Registre Social Unifié (RSU) des bénéficiaires et potentiels bénéficiaires d'aide de protection sociale au Niger



Par arrêté N° 0112/PM/CAB/DNPGCA du 27 juillet 2018, il a été créé auprès du Cabinet du Premier Ministre, un Comité de Pilotage (CP) du RSU des bénéficiaires de Protection Sociale. La mission de ce comité est de coordonner et de formuler les orientations stratégiques pour la mise en œuvre des actions de protection sociale à travers le développement, la maintenance et l'exploitation de la base de données des bénéficiaires actuels et potentiels des Projets et Programmes de protection sociale. Auprès de ce comité, sera créé un Comité Technique (CT) du RSU.



PERSPECTIVES

18. Perspectives

En perspectives, sur les deux mois à venir, les principales activités prévues par le DNP-GCA sont :

- La poursuite du suivi permanent de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale des zones vulnérables ;
- La poursuite de la mise en œuvre des activités de réponse à la soudure 2018 ;
- La poursuite des missions de suivi des activités de réponse à la soudure 2018 ;
- La poursuite de la préparation de la deuxième phase du Projet Filets Sociaux ;
- La poursuite de la mise en œuvre des actions de communication et de visibilité des réponses à la soudure 2018 ;
- La formation de certains cadres du DNP-GCA à gestion de l'intranet du DNP-GCA ;
- Le démarrage et la planification opérationnelle de la seconde phase du Projet GIZ d'appui au DNP-GCA ;
- La poursuite du processus d'élaboration du Registre Social Unifié (RSU) : test du questionnaire unifié consensuel pour le RSU, réunion du comité de pilotage.